



**STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE**

SIPRI ESSAI

Le rôle de la société civile dans la construction de la paix au Mali

par Elisabeth Sköns

Le 19 septembre, le Mali a célébré l'investiture de son nouveau président élu, Ibrahim Boubacar Keïta. La plupart des violences armées qui ont récemment ébranlé le pays avaient alors été réprimées par l'intervention militaire française. La mission de maintien de la paix des Nations unies dans le nord du Mali avait également déjà commencé. Bien qu'un certain niveau de sécurité et de légitimité gouvernementale ait été de ce fait atteint, beaucoup reste à faire. La société civile a un rôle important à jouer dans la restauration d'une paix et d'une sécurité durables. Le projet du SIPRI sur la société civile et la construction de la paix au Mali a été développé dans le but de soutenir la société civile dans l'accomplissement de ce rôle.

Depuis l'apparition des violence armées dans le nord du Mali en janvier 2012, le coup militaire de mars 2012, et la crise politique qui s'en suivit avec la prise de contrôle du nord du Mali en avril 2012 par des groupes armés, la situation dans le pays a tout d'abord été décrite en termes d'atteintes à la sécurité. Ces atteintes sont perçues comme étant dirigées contre la population malienne, le Mali en tant que pays, la région sahélo-saharienne, et de manière plus large contre les intérêts sécuritaires internationaux et européens. Au sein du discours sécuritaire internationale l'attention a été portée sur les défis transnationaux posés par le trafic de drogue et le trafic d'êtres humains, ainsi que par d'autres types de crime organisé, souvent qualifiés de terrorisme.



Les causes principales du conflit malien

Bien qu'il est vrai que le Mali continue de faire face à de sérieux défis sécuritaires, ceux-ci ne peuvent être abordés de manière isolée ou au travers de stratégies et mesures définies dans un cadre limité. Pour comprendre la crise actuelle, il est nécessaire de recourir à une analyse exhaustive qui reconnaît les origines historiques et politiques profondes de cette crise ainsi que son réseau complexe de problématiques interdépendantes et, de ce fait, la nécessité d'adopter des stratégies à long terme incluant tous les niveaux de population.

Une des causes principales de la crise actuelle est le manque de développement économique dans le Nord du pays. Ce problème de longue date –il trouve son origine dans la non-inclusion du nord du Mali dans le processus de développement et de modernisation entrepris durant la période coloniale française –a perduré depuis que le Mali a gagné son indépendance en 1960. Il a contribué à la marginalisation des communautés du nord et à la diminution des opportunités de sources de revenus légales pour ces populations.

Ce manque de développement économique a fourni un contexte idéal aux séries de rébellions touarègues menées depuis le début des années 1900 ainsi qu'à l'émergence plus récente de groupes armés violents aux agendas politiques divers– islamistes, djihadistes, salafistes –associés à des agents nationaux et transnationaux du crime organisé.

Le manque de gouvernance a directement affecté les communautés dans le nord du Mali

Le manque d'autorité politique, d'institutions gouvernementales et de sécurité intérieure dans le nord du Mali a mené à la résurgence de structures gouvernementales alternatives, souvent associées à différents groupes ethniques, ce qui augmenta encore plus le fossé existant entre les communautés locales et l'État malien.



Les groupes armés violents qui établissent des structures gouvernementales alternatives tirent profit de divers types de banditisme, d'activités liées au crime organisé et du commerce illégale, en ce compris le trafic de drogue, de combustibles et d'êtres humains. Ces activités illégales, qui dans certaines régions dominent l'économie locale, ont clairement eu un impact négatif sur le développement économique du nord du Mali, notamment en causant la détérioration de la sécurité et donc en effrayant les investisseurs.

Dans certains endroits, ces activités ont mené à la création d'un système financier informel dans lequel circule d'énormes sommes d'argent. Ces dernières excèderaient celles du secteur financier officiel. Un problème majeur est le fait que ces activités illégales nourrissent une large partie de la population locale au travers de paiements de différents types de service de soutien logistique et de fonctions d'intermédiaire, et de ce fait entraîne cette partie de la population dans l'économie illégale.

Un processus de construction de la paix au niveau national est nécessaire

La solution à la crise malienne demande un processus de construction de la paix au niveau national qui se penche sur un large nombre de questions et notamment sur des problématiques pertinentes à toute la région sahélo-saharienne. Bien que des acteurs extérieurs puissent fournir différents types de soutien, le processus d'identification des problèmes principaux doit être construit, développé et mené à l'initiative et au sein du Mali. De plus, malgré le fait que la crise actuelle affecte principalement le nord du Mali, il ne résulte pas de conflits entre communautés du nord mais il est bien, à la place, un symptôme de problèmes nationaux et subrégionaux beaucoup plus larges pour lesquelles une solution adéquate n'a jamais été trouvée.



Le processus doit être ascendant et doit inclure à chaque étape des groupes de la société civile. Le développement de relations pacifiques et de systèmes de gouvernance démocratique nécessitent la participation active de la population, plus particulièrement et de manière importante, celle des femmes. Le rôle naturel de la société civile dans un tel processus a été démontré par le biais d'expériences dans d'autres pays mais est aussi la conséquence logique de toute approche établie sur des fondements démocratiques.

Les organisations de la société civile sont des acteurs essentiels à la résolution de la crise actuelle au Mali

La Mali a une société civile dynamique qui a été engagée dans plusieurs processus de construction de la paix dans le pays. Durant le processus de paix des années 90, la société civile avait pris le devant dans la recherche d'une solution. Les organisations de femmes, en particulier au nord du Mali, avaient alors joué un rôle clé dans les processus de réconciliation entre le mouvement touarègue et le gouvernement malien en participant, par exemple, au processus qui mena à la cérémonie de la « Flamme de la paix » en 1996 au cours de laquelle des armes déclassées ont été détruites dans un immense feu.

Les groupes de la société civile peuvent aussi aider à empêcher qu'un conflit ne devienne violent, à promouvoir le dialogue intracommunautaire dans le but de faire évoluer les perceptions liées à un conflit, à mobiliser les acteurs pour la paix, à contribuer à l'adoption d'accords de paix durables, et à répondre aux causes structurelles et aux conséquences de conflits violents.

La société civile est très bien placée pour collecter des informations sur la manière dont la crise se manifeste au sein des communautés affectées dans le nord du Mali, sur les expériences vécues et les évaluations faites par la population locale ainsi que sur les dynamiques locales, nationales et internationales de la crise. Cependant, afin d'être efficace, la contribution de la



société civile doit être fondée sur une analyse contextuelle bien développée et sur une vision stratégique tirée d'une compréhension profonde établie à partir d'éléments concrets liés aux nombreux facteurs sous jacents à la crise actuelle.

Le projet du SIPRI sur le Mali a pour but de soutenir la contribution de la société civile au processus de construction de la paix au Mali. Afin d'ancrer fermement le projet dans les réalités de la situation malienne, il inclut un élément important de recherche sur le terrain, conduit par des groupes de la société civile malienne, et un processus consultatif visant à l'analyse et la compréhension de la nature de la crise actuelle. Le but principal du projet est que les groupes de la société civile qui participent au projet puissent développer une vision stratégique pour leurs contributions au processus de construction de la paix.

Une paix durable ne peut être atteinte par le biais de solutions rapides. Il est espéré que le projet actuel soutiendra les contributions de la société civile à la paix, à la sécurité et au développement au Mali.

Elisabeth Sköns est chercheuse et est à la tête du projet du SIPRI sur la société civile et la construction de la paix au Mali.

La version originale est apparue sur le site Internet du SIPRI le 30 Octobre 2013: <http://www.sipri.org/media/newsletter/essay/skons_oct13>.